



Il conviendrait également d'améliorer la transparence et l'accès aux informations financières sur ces projets. La coalition a éprouvé beaucoup de difficultés à y accéder, ce qui montre que le travail de contrôle de l'allocation de ces fonds publics par la société civile n'est pas assuré. Ainsi, même la page officielle d'EuropAid n'affiche que des informations lacunaires... La société civile et le Parlement européen devraient faire partie du Conseil stratégique et opérationnel du LAIF, l'organe qui décide de l'octroi des subventions.

« CE SONT LES GRANDES MULTINATIONALES QUI REMPORTENT SYSTÉMATIQUEMENT LES APPELS D'OFFRES »

Initialement, le mécanisme était prévu pour aider les petites et moyennes entreprises à dynamiser leurs activités. Pourtant, force est de constater aujourd'hui que ce sont les grandes multinationales qui remportent systématiquement les appels d'offres... Il faut absolument redonner la priorité aux petites entités, qui seront des acteurs plus responsables sur le terrain.

Enfin, il est à noter que les populations indigènes concernées n'ont été consultées préalablement dans aucun des 10 projets, en opposition complète avec la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Des consultations officielles « libres, préalables et informées » devraient être organisées afin de s'assurer de l'accord des populations.

Il convient de se demander quelle est la priorité que nous voulons insuffler à la nouvelle coopération... Est-ce la croissance économique et la recherche de la rentabilité ou les objectifs de développement et d'amélioration du bien-être des populations qui prédominent? Pour l'instant, le LAIF fait la part belle à la logique du marché, en reléguant le bien commun aux oubliettes.

Les liens naturels entre la croissance, le commerce et la réduction de la pauvreté ne sont pas si évidents que cela, au risque de démentir la position de la Commission européenne... Il s'agit de réguler cette relation si nous voulons qu'elle serve réellement aux objectifs de la réduction de la pauvreté et des inégalités en Amérique latine.

publication



Ce 12 septembre sort le « Rapport 2013 sur l'aide belge au développement ». Cette étude est un outil pour comprendre comment est utilisé l'argent de la Coopération belge, mais elle brosse aussi un portrait plus large des enjeux actuels du secteur.

Le rapport fait le point sur les dossiers chauds de l'année écoulée : la réforme de la Loi de coopération, l'évolution du budget de l'aide, les enjeux sur la cohérence entre les politiques de développement et celles menées en matière commerciale ou financière, etc. Un Zoom permet aussi au lecteur de mieux comprendre le phénomène montant de la coopération Sud-Sud.

Il s'agit donc d'un outil de plaidoyer indispensable qui intéressera aussi tout lecteur attentif aux évolutions du monde de la coopération.